La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1129 - mars 2012 SOMMAIRE :



ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

Jean-Pierre Mon, a relevé dans la presse quelques bonnes réflexions et quelques chiffres qui annoncent l'avenir.



page 3 La fin d'un monde...

Marie-Louise Duboin voit l'asservissement des populations, et la fin des démocraties dans la signature, précipitée et sans concertation, de deux nouveaux traités européens.

• RÉFLEXION



page 4 Désintoxication

Jean-Pierre Mon constate que, malgré les rapports officiels, beaucoup d'économistes s'obstinent à cacher la gravité de la montée du chômage.

Portraits de six experts très médiatisés, mais pas vraiment indépendants ...



page 8 La démocratie représentative est à reconquérir, mais pas seulement !

Guy Evrard évoque la nécessité d'élargir la démocratie au-delà du suffrage universel, afin que le peuple intervienne plus directement sur les grandes questions.



page 10 Zones franches

Bernard Blavette nous embarque dans l'envers du décor de pays touristiques, lieux de domination impitoyable.



page 12 Individu et société

François Chatel revient sur la convivialité d'une économie distributive.

Prix en France 2,20 \in ISSN: 2117-5047 commission paritaire N°0413 I 83051



UN COMBAT IDÉOLOGIQUE

C'est celui que veut mener Dupont-Aignan contre Sarkozy. C'est une vieille affaire1 qui remonte à 1998 : le RPR, ancêtre de l'UMP, devait se prononcer sur le traité d'Amsterdam et le rôle de Sarkozy a été décisif dans la décision du RPR d'approuver le traité, bien qu'une quarantaine de députés aient voté contre. Ce jour là «J'ai assisté au naufrage du RPR» dit Dupont-Aignan. Après un détour par le RPF créé par C. Pasqua, qu'il quitte parce «c'était opaque et foireux», il participe en 2002 au congrès de fondation de l'UMP dont il brigue la présidence. Il est battu par Juppé. En 2004, il se représente mais cette fois-ci contre Sarkozy qui l'emporte grâce à «une triche éhontée». Il présente à la même époque au sein de l'UMP une motion pour le non au référendum sur le traité constitutionnel, mais c'est le oui qui l'emporte largement. «Trois combats menés, trois combats perdus. J'en ai tiré la conclusion qu'on ne peut pas lutter de l'intérieur dans un parti autocratique. L'UMP est devenu un parti bourgeois, libéral, européiste, conservateur qui a enterré l'idéal gaulliste». Il quitte l'UMP en janvier 2007. Parlant de l'élection de Sarkozy à la présidence de la République, il rappelle : «J'avais dit que ce serait le quinquennat de la frime, du fric et du show-biz; ça ne lui pas plu». Il avait bien vu! Les jeunes qui adhèrent au parti qu'il a fondé, Debout la République, sont «dégoûtés du PS, écœurés du sarkozysme». «Ils ont besoin de valeurs face à la mondialisation». Son programme est centré sur la sortie de l'euro comme monnaie unique et sur la dénonciation du système dans lequel nous vivons. «Nous sommes entrés en résistance... Il n'y a pas de sortie de crise possible avec ces gens-là. Il faudra se débarrasser d'eux. Ils vont tuer la France comme ils sont en train de tuer la Grèce....L'élection présidentielle va me permettre de le dire à un grand public... Les Français attendent d'autres personnalités. On est dans un système épuisé qui ne veut pas voir la réalité. En 2017, ce sera Montebourg-Dupont-Aignan parce que nous sommes au centre de la refondation...» Encore un qu'on va traiter de populiste!

POPULISME

C'est un mot flou et «dénué de concept» écrit dans son livre² Benoit Schneckenburger. On l'emploie maintenant à tout bout de champ. Selon l'auteur, c'est en 2005, lors de la campagne sur le projet de traité constitutionnel, que l'usage du mot "populisme" s'est généralisé : «La haine contre le peuple qui s'est exprimée après le non montre à l'évidence que lorsqu'il décide démocratiquement, à l'issue d'un long débat public, contre les élites c'est qu'il s'est trompé». On a vu récemment combien l'annonce d'un référendum en Grèce au sujet de la dette a terrorisé les gouvernants de l'Union européenne qui ont tout fait pour qu'il n'ait pas

lieu. En fait c'est «la peur du peuple» qui serait derrière cette dénonciation du populisme. Pour Schneckenburger, si le populisme est le «symptôme d'une crise de la démocratie», il en est aussi une chance car «si l'on ne confond pas les aspirations populaires avec la démagogie et la xénophobie, le populisme est l'autre nom de l'espoir démocratique. Il s'agit de redonner au peuple une image et une parole confisquées».

RÉCESSION

La Commission européenne prévoit que le PIB de la zone euro devrait reculer de 0,3% en 2012 alors qu'en novembre les "experts" pensaient qu'il augmenterait de 0,5%. L'UE dans son ensemble devrait, par contre, connaître une croissance modeste. On ne peut pas trouver de meilleure preuve de l'échec de la monnaie unique! La Commission a aussitôt délivré son diagnostic : les exportations européennes souffrent de l'affaiblissement de la demande mondiale et de la faible confiance des milieux d'affaires et des ménages. Mais heureusement, note-t-elle, le «risque de resserrement de crédit a été réduit largement grâce aux mesures d'approvisionnement en liquidités de la BCE». En outre, la Commission prévoit une reprise de l'investissement et de la consommation au second semestre. Douze chefs de gouvernement ont signé une lettre commune destinée à la Commission dans laquelle ils écrivent que «la crise à laquelle nous sommes confrontés est également une crise de la croissance». Pour eux la relance doit passer par une plus grande ouverture des marchés des services, de l'énergie et du commerce en ligne. Quelle nouveauté!

UNE OCCASION MANQUÉE ?

Une récente¹ chronique internationale de Bruno Frachon était intitulée «Tout le monde réarme, sauf les européens». On y apprend que dans les dix prochaines années la Russie prévoit de passer 583 milliards d'euros de commandes militaires «pour contrer les efforts des Etats-Unis et de l'OTAN en matière de défense antimissile» ; ces dépenses représenteront alors 5 à 6% de son PIB. La Chine de son côté aura doublé son budget militaire d'ici à 2015 pour atteindre 180 milliards d'euros, ce qui correspondra à 2% de son PIB. Les Américains, eux, veulent rester une puissance militaire écrasante : à eux seuls, leurs dépenses militaires dépassent 40% de l'effort militaire mondial. Leur budget de défense pour 2011 (plus de 525 milliards d'euros) était à peine inférieur au total de ce que la Russie veut dépenser d'ici à 2022. Et l'Europe dans tout ça? Elle désarme massivement. Elle ne s'estime pas concernée par la course aux armements. Pas étonnant qu'elle soit en récession...

Mais, alors que tous les pays européens taillent dans leur défense, il y a heureusement des exceptions : la France et l'Angleterre.

Jean-Pierre MON.

Le Monde, 24/2/2012.

2

Populisme, le fantasme des élites, Bruno Leprince, éd. 2012.

La fin d'un monde... ...

par Marie-Louise DUBOIN



epuis le mot d'ordre imposé par Margaret Thatcher, «il n'y a pas d'alternative» à l'économie libérale, l'échec de cette politique est manifeste. La misère s'étend: des populations entières sont décimées, soit par le chômage, soit par les armes. Les ressources de la planète sont irrémédiablement pillées : les énergies fossiles, que la nature a mis des millions d'années à former, ont été consommées en quelques décennies. Et le mépris de l'environnement se paie par d'épouvantables cataclysmes, qui se multiplient. Tout se passe comme si la décision de mettre fin à notre monde avait été prise, puis systématiquement appliquée en prenant toutes les mesures nécessaires pour que la voix des peuples ainsi condamnés ne soit pas entendue.

Tant que cette *stratégie du choc*, décrite par Naomie Klein, s'est appliquée aux pays du "Tiers monde", les "pays riches" ont pu penser que, puisqu'ils étaient des "démocraties", ils seraient épargnés.

La façon dont s'est construite l'Europe de la finance et non pas des peuples, n'a d'abord pas trop inquiété : l'idée qu'il s'agissait de supprimer les frontières intérieures pour y assurer la paix, a agi comme un écran de fumée.

Puis, en 2005, le NON majoritaire au référendum sur le traité constitutionnel a témoigné d'une certaine prise de conscience chez les électeurs français. En signant le traité de Lisbonne, les dirigeants de l'Europe ont montré leur volonté de passer outre.

Ils sont allés encore plus loin quand la crise des "subprimes" a traversé l'Atlantique. Car, non seulement ils ont d'abord couru au secours des banques compromises pour leur permettre de

continuer, mais ils ont ensuite remis la direction de la Banque Centrale Européenne, la présidence du Conseil d'Italie et la gouvernance financière de la Grèce à trois banquiers issus de la banque Goldman-Sachs. Quand on sait que cette banque, qui a aidé la Grèce à falsifier ses comptes tout en pariant sur sa faillite, est aujourd'hui poursuivie devant les tribunaux aux Etats-Unis pour son rôle dans les "subprimes", on se demande si les chefs de gouvernements de l'UE sont conscients de ce qu'ils font.

Or leur escalade continue, et de plus belle. Non contents de condamner à payer, sans appel, les peuples grec, espagnol, irlandais, italien, en les contraignant à des privations qui les asphyxient et dans des conditions qui bloquent complètement leurs économies, voilà que 25 chefs d'États ont entrepris d'imposer la même "loi d'airain" à toute l'Europe ! Ils ont préparé, à toute allure, sans la moindre consultation, deux nouveaux traités, dont l'un, le MES, a déjà été signé.

Fixer par un traité cette "règle d'or" qui, entre autres contraintes, va obliger les États à soumettre leurs budgets à une autorité supranationale illégitime, qui exigera d'eux des "pactes d'ajustement structurels", c'est clairement entériner l'abandon de leur souveraineté pour mieux asservir les populations.

Comment faire confiance à des politiciens qui, tout en prétendant être "de gauche" et vouloir une Europe sociale, ont laissé passer de tels traités ?

S'ils vivent dans un monde à part, d'où ils ne voient pas à quoi ils condamnent leurs concitoyens, n'est-ce pas le rôle des économistes de leur ouvrir les yeux, de leur transmettre les besoins ou les suggestions exprimés par la population ?

Hélas, les rares parmi ceux qui se disent non orthodoxes, voire atterrés, ont été formés de telle sorte qu'ils ne peuvent envisager de réformes que celles proposées par leurs illustres prédécesseurs, Keynes par exemple, parce qu'ils les ont étudiées. Ils sont ainsi incapables d'envisager une idée simple, mais nouvelle, comme celle d'une monnaie créée non plus par endettement mais pour être le pouvoir d'achat des biens à vendre, s'annulant à l'usage.

Quant aux économistes "non atterrés", Jean-Pierre Mon explique ci-après leur comportement :

Le 24 mars prochain, de 16 à 19 heures RETROUVONS-NOUS!

au café repaire de Marly-le-Roi, 30 rue de Fontenelle 78160 avec les Amis de la Commune de Paris 1871,

le soutien d'Attac 78 Nord

et de La Grande Relève :

- Présentation de cette initiative par Martine, créatrice et animatrice du café repaire de Marly,
- Début en-chanté par La chorale les Rouges Gorges et son maître de chœur ALAIN BONET,
 - Conférence historique, suivie d'un débat L'actualité de la Commune de Paris 1871

par GEORGES BEISSON

• Suite en-chantée par *La chorale les Rouges Gorges* • Conclusion-surprise



Désintoxication

par Jean-Pierre MON

1 GR 1127 janvier 2012.

American Economic Association

3

voir Les économistes à gages, Renaud Lambert, Le Monde Diplomatique, Mars, 2012.

INSEE = Institut National de la Statistiaue et des Etudes Economiques

BIT = Bureau International du Travail.

6

Dans quasiment tous les pays, le déclin général de l'emploi agricole a déterminé le rythme et l'ampleur de la salarisation qui atteint aujourd'hui un taux proche de 90 %, c omme en France.

- * La sortie de l'euro, un suicide, Le Monde, 01/02/2012
- ** Association rassemblant. entre autres, les chefs économistes du Crédit agricole, de Merril Lynch, de Dexia Assets Management, Patrick Artus, responsable de la recherche économique de Natixis et administrateur de Total. Olivier Pastré, ...

L' INFORMATION EST BIAISÉE...

Dans un récent Fil des jours1, j'exprimais ma consternation du peu de sens critique dont font preuve les journalistes des grands médias lorsqu'ils traitent d'emploi et de chômage. J'avançais, avec quelque naïveté, qu'ils n'étaient peut-être que des victimes (passives?) de la formation économique orthodoxe qu'ils ont reçue. Mais, même innocents, ils pourraient informer plus qu'ils ne le font sur les "experts" économiques qu'ils choisissent pour animer les débats économiques ou financiers, censés informer auditeurs ou téléspectateurs...

On remarque que ces "experts" sont presque toujours les mêmes et qu'ils sont presque toujours présentés comme universitaires. La vérité est qu'ils exercent, en plus de leurs fonctions universitaires, des activités beaucoup plus lucratives, qu'on "oublie" de signaler au public...

Ce problème n'est pas seulement français, il est mondial. Ce sont des Américains qui ont découvert le pot aux roses, la collusion entre économistes et institutions financières, que la prestigieuse AEA2 a décidé de rendre publique3 en révélant que «de nombreux universitaires invités par les médias pour éclairer les débats publics, mais aussi des chercheurs appointés comme conseillers par les gouvernements, sont rétribués par des banques ou de grandes entreprises». Il n'y a rien d'étonnant à entendre tel "expert" prôner, soit disant «en toute indépendance», la dérégulation financière, quand on sait qu'il occupe aussi un poste d'administrateur dans un fonds d'investissement. Pour «purifier l'atmosphère», l'AEA a décidé qu'à partir de cette année, les auteurs d'articles publiés dans les revues membres de l'association doivent mentionner «les parties intéressées leur ayant versé une rémunération importante (c'està-dire d'un montant total supérieur à environ 7.600 euros au cours des trois dernières années)», la mesure s'appliquant aussi aux proches des auteurs. L'AEA, institution qui va fêter ses 130 ans, n'est guère «sujette aux tocades» et on dit aux États-Unis, qu'elle ne remettra donc pas en cause cette décision. Malheureusement, ce «sursaut éthique» n'a pas franchi l'Atlantique. C'est dommage pour les électeurs français pendant ces campagnes électorales, car l'intox du président sortant et de son équipe dépasse toute mesure.

En bas de ces pages, accompagnant la galerie de six portraits d'experts médiatisés, quelques précisions peuvent aider à se faire une idée de l'objectivité des informations économiques et financières qu'ils émettent pour former l'opinion (celle des responsables politiques en particulier). Ceci explique peut-être comment le Président-candidat a pris, entre autres, pour thème de sa campagne la fin des 35 heures et de "l'assistanat", fustigeant ces Français qui ne veulent pas «se lever tôt pour travailler plus».

...MAIS LES FAITS SONT TÉTUS

Les données fournies par des organismes officiels français, comme l'INSEE4 et le Ministère du travail, ou internationaux, comme le BIT5, contredisent les affirmations du président-candidat, de sa clique de ministres serviles et des foules UMP béâtes:

1 • Tout d'abord, la baisse du temps de travail dans le monde est devenue une évidence. En janvier 2010, l'INSEE a publié un rapport intitulé Soixante ans de réduction du temps de travail dans le monde, qui montre qu'en près de 60 ans, la durée du travail a baissé d'environ 25 % dans dix pays ayant un PIB par habitant parmi les plus élevés (Pays-Bas, Allemagne, France, Italie, Suède, Royaume-Uni, Espagne, Japon, États-Unis, République de Corée).

OLIVIER PASTRÉ

Toujours présenté comme Professeur d'économie à l'Université Paris VIII, notamment à l'émission de France Culture "L'économie en questions", dont il est

coproducteur, il est aussi Président de la banque tunisienne IMbank, administrateur de la banque du *Crédit municipal* de Paris, de l'Association des directeurs de banque, de l'Institut Europlace de finance.



Il s'est fixé pour mission

«d'expliquer aux Français les plus fragiles et les plus soumis à la désinformation, quels sont les risques d'un abandon de l'euro*»

JEAN HERVÉ LORENZI

Présenté simplement comme Président



du Cercle des économistes "**, il siège pourtant aux conseils d'administration de PagesJaunes, d'Associés en finance, de l'Association française des opérateurs mobiles, de BNP-Paribas assurances et est aussi membre des conseils de surveillance de la Compagnie financière Saint Honoré, de BVA, du Groupe Ginger et conseiller du directoire de la

Compagnie financière Edmond de Rothschild banque. Enfin, et ce n'est guère rassurant, il est conseiller du candidat président François Hollande!

Plusieurs facteurs ont contribué à cette baisse : la salarisation des économies6, la diminution de la durée hebdomadaire collective du travail, l'augmentation du nombre de jours de congés et le développement du travail à temps partiel. En 1950, les durées annuelles de travail se situaient largement au-dessus des 2.000 heures par an. Sa baisse a commencé à s'accentuer à la fin des années 1960, puis dans les années 1970 grâce aux forts gains de productivité du travail qui ont permis de réduire la durée travaillée. Cette réduction s'est faite par la baisse du nombre d'heures supplémentaires (le contraire de ce qu'a fait Sarko!) ou l'octroi de journées supplémentaires de congés. Le volume horaire de travail moyen a nettement commencé à diminuer avant même le choc pétrolier. Le ralentissement de l'activité dans les années 1970 a été un autre facteur de baisse : la demande de travail étant moins intense, la réduction des heures supplémentaires s'est poursuivie. La lutte contre le chômage est passée aussi par la baisse de la durée collective du travail ou le développement du travail à temps partiel. Ainsi, dans la plupart des pays développés, au milieu des années 1980, les durées annuelles étaient de moins de 1.800 heures. Depuis, les durées hebdomadaires des temps complets et la part des nonsalariés se sont progressivement stabilisées, si bien que la baisse de la durée annuelle de travail est redevenue plus modérée.

Elle résulte cette fois d'un nouveau phénomène, celui du développement du temps partiel. En 2007, la durée moyenne est de 1.620 heures par an dans les 10 pays observés, inférieure aux Pays-Bas, en Allemagne, en France et en Italie, et bien supérieure aux États-Unis ou au Japon. Ces écarts s'expliquent surtout par des différences en termes de nombre de jours travaillés, de durées hebdomadaires, et aussi par l'importance relative du temps partiel.

Ceux qui nous rebattent les oreilles avec le modèle allemand pourraient apprendre, s'ils lisaient ce rapport, que «la baisse de la durée annuelle moyenne du travail est similaire en Allemagne et en France entre 1992 et 2006, soit environ 135 heures»

2 • Les dernières statistiques publiées le 24 février par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé⁷ montrent que les mesures prises pour l'emploi par Sarko sont un échec total. Elles concernent les demandeurs d'emploi inscrits au chômage et les offres collectées par Pôle emploi pour le mois de janvier 2012. Comme il fallait s'y attendre, la situation de l'emploi continue à se dégrader. Pour l'ensemble des catégories de demandeurs d'emploi : le nombre de demandes d'emploi (4.867.500 hors DOM-TOM) a augmenté de 5% en un an, et de 93.900 en Décembre 2011. Plus inquiétant encore : en un an, le chômage de très longue durée (plus de 3 ans) a augmenté de 22,7% et celui de longue durée (entre 2 et 3 ans) de

Précision : plus d'un chômeur sur deux (50,5%) inscrits à Pôle emploi ne perçoit aucune indemnité, ni allocation de retour à l'emploi (ARE), ni allocation de solidarité.

Enfin le nombre d'offres d'emploi collectées a diminué de 5% en un an.

Les entreprises, elles, ont été assistées : leurs charges ont été abaissées. Mais cela n'a pas amélioré l'emploi!

C'EST LA FAUTE À LA CRISE...

Peut être, mais, en matière d'emploi, la crise ne touche pas plus la France que les autres pays (y compris l'Allemagne, malgré sa faible croissance démographique). C'est ce que confirme le rapport du BIT intitulé Tendances mondiales de l'emploi 2012, prévenir une aggravation de la crise de l'emploi⁸. En résumé : «Le monde aborde l'année 2012 en étant confronté à un défi considérable en matière d'emploi et à des déficits de travail décent à grande échelle. Au bout de trois années de conditions de crise permanentes sur les marchés mondiaux du travail et face à la perspective d'une dégradation supplémentaire de l'activité économique, le chômage accumulé au niveau mondial s'élève à 200 millions d'individus - une augmentation de 27 millions depuis le début de la crise. En outre, il faudra plus de 400 millions de nouveaux emplois sur la prochaine décennie pour éviter que le chômage n'augmente encore.

http:// www.travailemploisante.gouv.fr/

Référence: 978-92-2-124924-5 [ISBN], 24/1/2012.

CHRISTIAN SAINT ÉTIENNE

Il s'affiche comme professeur au Conservatoire National des *Arts et Métiers* (CNAM) quand il intervient sur France 24, et comme économiste et analyste politique dans les colonnes du Point. Mais nulle part comme conseiller scientifique du Conseil stratégique européen, un cabinet de



ÉLIE COHEN

Sur *France Inter*, dans le *Figaro* ou dans l'émission Cdans l'air de France 5, il est directeur de recherche au

Centre Nationale de la Recherche Scientifique (CNRS) et professeur à l'Institut de sciences politiques de Paris.

Mais nulle part il

ne se déclare membre des conseils d'administration de PagesJaunes et d'EDF Energies nouvelles. Il est, lui aussi, conseiller de François Hollande.

Professeur associé à l'école de journalisme de l'Université de New York, correspondant de plusieurs journaux américains.

- Partant, pour générer une croissance durable tout en maintenant la cohésion sociale, le monde doit relever un défi pressant: créer 600 millions d'emplois productifs sur la prochaine décennie, ce qui laisserait encore 900 millions de travailleurs et leurs familles avec moins de 2 dollars EU par jour pour vivre le seuil de pauvreté pour l'essentiel dans les pays en développement». J'ai retenu les quelques points suivants de ce rapport peu optimiste :
 - Les perspectives de création d'emplois au niveau mondial se sont assombries. Il ne faut espérer aucun changement du taux de chômage mondial entre aujourd'hui et 2016, qui reste à 6% de la main-d'œuvre mondiale.
 - Les jeunes sont particulièrement touchés. Ils ont, au niveau mondial, presque trois fois plus de probabilités d'être au chômage que les adultes. En outre, on estime que 6,4 millions d'entre eux ont abandonné l'espoir de trouver un emploi et quitté le marché du travail. Qui plus est, ceux qui ont un emploi risquent de plus en plus de retrouver dans un emploi à temps partiel et souvent avec des contrats temporaires. Il y a donc peu d'espoir de voir une amélioration substantielle des perspectives de l'emploi à court terme pour les jeunes.
 - Dans les économies développées, le chômage élevé et la faible croissance des salaires réduisent la demande de marchandises et de services, érodant ainsi encore plus la confiance des entreprises, qui hésitent à investir et à embaucher.

Le rapport souligne aussi l'impact qu'ont eu les politiques d'austérité sur la croissance et les destructions d'emploi dans les pays de la zone euro.

• En conclusion, pour qu'un redressement durable puisse s'instaurer, il faudra procéder à une transformation structurelle et pour cela développer encore l'éducation et accroître les compétences, établir des régimes de protection sociale adéquats, qui garantissent un niveau de vie de base pour les plus vulnérables et renforcer le dialogue entre les travailleurs, les employeurs et les gouvernements pour générer un large développement reposant sur une distribution juste et équitable des gains économiques.

L'EMPLOI, L'EMPLOI, L'EMPLOI

L'Américain Jeff Jarvis9, raconte que ceci est le refrain que l'on entendait dans toutes les sessions du Sommet de Davos en janvier dernier. Sur scène, les intervenants répétaient en chœur, comme un article de foi, que la croissance pouvait revenir, qu'ils pouvaient la stimuler, qu'elle créerait des emplois et que finalement tout irait bien. Mais, demande-t-il, qu'est ce qui se passera si ce n'est pas le cas ? «J'en viens de plus en plus, à croire que les progrès de la technologie feront plus pour l'efficacité que pour la croissance. C'est déjà le cas dans certains secteurs : informations, moyens de communication, commerce de détail, vente de voyages... Mais combien d'autres secteurs ce phénomène affectera-t-il: les universités, les gouvernements, la banque, les transports ou même l'industrie ?»

Jarvis assiste à la table ronde présidée par le directeur de l'Agence Reuters et réunissant des chefs d'entreprise et de gouvernement.

Il les écoute discuter de stratégies de croissance. Il s'étonne de n'avoir entendu que des idées qu'on trouve dans toutes les sessions du forum : investir dans les infrastructures, ne pas entraver le monde des affaires, moins réguler, réformer la fiscalité, revoir les règles d'immigration, etc. etc.

Et il se désole : «Je n'ai entendu aucune stratégie qui permette de renverser les tendances en cours dans la transition de l'économie industrielle vers l'économie numérique. Qu'est ce qui compensera la contraction des grande industries ? De nouvelles industries? Nous avons déjà de nouvelles industries numériques mais elles sont encore plus efficaces que les vieilles industries restructurées. Vous pouvez comparer dès à présent le nombres d'employés chez Google et celui de General Motors. Facebook sert presque un milliard de personnes avec un personnel de l'ordre de celui d'un grand journal. Amazon emploie un nombre beaucoup moindre que celui des personnes que les librairies ont licenciées. Bref, ces nouvelles industries créeront de la croissance, du profit et de la richesse, mais pas beaucoup d'emplois».

DANIEL COHEN

On ne manque pas de rappeler ses titres de professeur à l'Ecole normale supérieure et à l'Université Paris I mais on oublie de dire qu'il est aussi "senior adviser" de la banque Lazard (qui conseille le gouvernement grec sur la renégociation de sa dette...)



Il est conseiller de Martine Aubry.

MICHEL GODET

Il intervient souvent sur *C dans l'air* comme Professeur au CNAM mais il est aussi membre du



Conseil d'Analyse
Economique, rattaché
au Premier Ministre.
Il est membre du
Comité directeur de
l'Institut Montaigne,
administrateur du
Groupe Bongrain,
animateur du Cercle
des entrepreneurs du
futur.

Il a été consultant en prospective et stratégie pour de nombreuses sociétés publiques et privées. «Il y a moins d'emplois pour les salariés permanents depuis la mise en œuvre des nouvelles technologies qu'il y en aurait eu si elles n'avaient pas existé» dit un intervenant, qui ajoute que ce serait une illusion de croire qu'encourager l'innovation augmenterait le nombre d'emplois.

Que se passera-t-il, demande Jarvis, si prochainement la stratégie -clé dans les affaires fait passer l'efficacité avant la croissance ? — la productivité s'améliorera, les entreprises seront plus rentables, de la richesse sera créée... Mais l'emploi en souffrira. «Dans cette table ronde qui s'intéresse à la transition, je n'ai pas entendu parler de stratégie centrées sur une transition plus profonde. Je pense que c'est parce que les "boites à outils" des institutions sont vides Elles gèrent une société industrielle. C'est tout. Et les entrepreneurs qui créeront de nouvelles entreprises plus efficaces ne sont pas encore en mesure de résoudre le problème qu'ils créent. Je demande aux participants à cette table ronde si toutes ces palabres sur l'emploi, l'emploi, l'emploi, ne constituent pas qu'une rhétorique vide. Je demande s'il y a d'autres outils dans la boite».

Un conférencier pense qu'à court terme, dans les cinq prochaines années, nous serons confrontés à la demande... et que «l'emploi d'aujourd'hui n'a rien à voir avec les liseuses électroniques mais tout à voir avec le système financier, et le désendettement... A long terme, nous n'avons pratiquement aucune solution, telles que celles que vous voudrions avoir, ajoute-t-il, et nous devons nous faire à l'idée que nous allons avoir un nombre croissant de personnes travaillant dans les services fondamentaux d'aides aux personnes, comme la santé et l'enseignement. Nous allons en avoir besoin pour faire fonctionner la société». Mais, rétorque Jarvis, la santé et l'éducation ne créent pas directement de la richesse : «Donc, employer des gens dans ces secteurs revient à une redistribution de la richesse avec un bénéfice marginal, celui de fournir des services utiles. Est-ce que le secteur des services constitue le secret de la croissance économique? Qui paiera, alors que de moins en moins de personnes auront un emploi dans l'économie productive? Je ne vois pas encore la réponse. Ce n'est ni une politique économique ni une politique sociale». Former des personnes tout au long de leur vie pour les adapter à d'autres emplois, c'est très bien, mais cela ne crée pas d'emplois (sauf dans les écoles) ; cela permet seulement d'occuper les emplois disponibles.

À la suggestion d'un intervenant européen de faire produire les nations occidentales pour les économies en voie de développement et les classes moyennes consommatrices de Chine, d'Inde, du Brésil, ... Jarvis répond que, dans un monde globalisé où règne une compétition féroce sur les prix, cette proposition ne constitue pas une stratégie de croissance, mais seulement de survie, car continuer à parier sur le maintien ou le retour de l'économie industrielle finira un jour par se heurter au problème de soutenabilité et de limitation des ressources.

«Dans une société globalisée, nous devons au contraire, prendre en considération l'emploi total, la quantité totale de travail, la productivité totale, la demande totale, et non pas pays par pays. La question qui reste posée est : est-ce que l'emploi total augmentera dans une économie numérisée ?

Si l'efficacité augmente (et avec elle la productivité et le profit), on pourra créer une grande richesse : voir Google et l'économie de la technologie. Mais cela implique que les écarts de revenus et de capital croîtront encore plus. Ils sont déjà suffisamment grands aujourd'hui pour provoquer de l'agitation dans le monde.. C'est ce qui fait peur aux institutions représentées ici, à Davos, ce qui les fait résister et réglementer la technologie dans l'espoir d'anticiper les changements qu'elle apporte. C'est la source des bouleversements auquel nous assistons maintenant même».

Ce qui montre que nos hommes politiques et notamment les candidats à la présidence de la République sont bien loin de ces considérations essentielles.

SURPRISE!

Un ancien premier ministe français, Michel Rocard, duquel je me suis souvent méfié, vient cependant de me surprendre avec le livre qu'il vient de publier¹⁰.

À un journaliste du Monde, il dit qu'il l'a écrit «sur un coup de colère, effaré par l'inanité des conversations, la vacuité du débat».

Et il précise : «personne ni à droite ni à gauche, ne dit que le capitalisme est entré dans une crise profonde, qu'aucun retour à la normale n'est envisageable, que rien ne sera plus comme avant... qu'il faut penser un monde nouveau», car «nous vivons plusieurs crises, la croissance rapide est terminée. Il faut repenser le travail dont la fin a été prévue depuis longtemps : par Chateaubriand, Léon Blum, Hannah Arendt, Georges Friedmann, dans des époques où on était dans le plein emploi...» Il a seulement oublié de citer Jacques Duboin, dont son paysagiste, qui était lecteur de La Grande Relève, lui a pourtant beaucoup parlé...

Il semble illusoire d'envisager que son préfacier, François Hollande, s'inspire de ses réflexions.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

G. Lecha 7 – J. Mathieu 13 – E. Monier 50 – A. Morlot 7 – R. Savart 27 – J. Simonet 17 – J. Touraine 7 – L. Verdelhan 14 – J. Roy 7 – Mme Lescure 37 – J. Sivotti 7 – J. Llas 7 – P. Petitgas 27 – Mme Vergniol 7. Total 234 euros *Merci à tous!*

10

Michel Rocard, Mes points sur les «i», éd. Odile Jacob 2012. La Grande Relève incite ses lecteurs à chercher comment devrait être organisée la société pour qu'elle soit vraiment au service de tous. Or, s'il est aujourd'hui un domaine dans lequel toute démocratie est complètement absente, c'est bien celui de l'économie, totalement aux ordres de la finance... il est donc urgent que les grandes orientations économiques soient enfin prises démocratiquement, Dans quelques semaines, les électeurs vont désigner, parmi des candidats volontaires, professionneles de la politique, quels seront ensuite leurs "représentants". Guy EVRARD en profite pour évoquer la nécessité d'élargir la démocratie au-delà de ce suffrage universel, afin que le peuple pèse davantage, qu'il intervienne plus directement sur les grandes questions qui conditionnent son existence :

La démocratie représentative est à reconquérir, mais pas seulement!

par Guy EVRARD

rois exemples rapprochés de la dernière décennie suffisent à démontrer la pertinence d'une telle revendication. D'abord le référendum en 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen, dont le résultat sans ambigüité a été bafoué par le pouvoir politique. Puis la contre-réforme des retraites conduite en 2010 contre la volonté largement majoritaire des citoyens. Et enfin la mise en place continue et tenace d'une politique d'austérité pour pallier à la crise financière de 2008, dont les peuples n'étaient pas responsables. Trois situations dans lesquelles le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, soutenus par la plupart des grands médias, ont agi de concert dans l'intérêt exclusif de l'oligarchie qui domine l'économie, au mépris de l'intérêt général et de la volonté populaire.

S'il n'est pas question de contester ici la légitimité du suffrage universel, on peut en revanche s'interroger sur l'étendue de cette légitimité. En effet, le pouvoir politique est aujourd'hui totalement inféodé à la puissance économique, celle-ci étant détenue par une classe sociale infiniment minoritaire, qui a étendu son emprise à toute la planète, principalement via une organisation financière qui exploite de manière toujours plus violente le travail des femmes et des hommes, en mettant constamment en péril l'économie réelle. À cette échelle, les centres de décision s'éloignent des citoyens dont les gouvernements concèdent des abandons de souveraineté toujours plus larges, qui rendent caduque, de fait, leur légitimité. L'exemple de la Grèce est révélateur des contraintes que des organisations extérieures entendent imposer aux peuples. Par ailleurs, les grands choix de société impliquent des compétences, notamment scientifiques, qui conduisent les gouvernants à se retrancher derrière des avis d'experts ne disposant, eux, d'aucune légitimité et agissant rarement en toute indépendance. L'exemple du médicament *Médiator* illustre parfaitement les dérives potentielles d'un tel système.

L'ordre capitaliste qui règne ainsi sur la planète peut assurément prendre des formes différentes, allant de la dictature absolue comme dans les pays arabes en révolte, à des démocraties représentatives comme dans les pays occidentaux, pourvu que l'alternance tolérée dans ces derniers ne remette pas en cause une organisation économique et sociale injuste et prédatrice. En fait, très tôt, au cours de l'histoire, la démocratie représentative a été instrumentalisée par la bourgeoisie pour asseoir son pouvoir économique, comme l'avoue Benjamin Constant dans son discours à l'Athénée en 1819¹. À l'exception de quelques épisodes majeurs, lors de grands mouvements populaires, par exemple en France avec la mise en application du Programme National de la Résistance à la Libération.

Le mouvement altermondialiste, le mouvement des indignés, les conventions de citoyens ou les forums citoyens, la diversité du monde associatif, l'éducation populaire, constituent cependant autant d'initiatives qui démontrent la richesse de l'engagement citoyen. Mais, dans le cadre des institutions démocratiques occidentales, leur influence ne sera jamais en mesure de déboucher sur une transformation en profondeur de l'organisation économique et sociale si elle ne s'appuie pas sur des formations politiques qui sont seules en position de conquérir légitimement le pouvoir. Dans l'hypothèse où la paix civile reste un fondement de nos sociétés, tout mouvement populaire doit donc se traduire dans une consultation générale dont le but est de faire ressortir une volonté majoritaire, à l'issue d'un débat au cours duquel les différents points de vue sont

B.Constant, De la liberté des anciens comparée à celle des modernes, discours à l'Athénée royal de Paris, 1819. construits, argumentés et confrontés, aux échelles territoriales appropriées, avec la garantie du respect de la volonté populaire exprimée souverainement.

C'est l'absence, soigneusement entretenue, de conditions institutionnelles garantissant ce débat permanent des citoyens avec le système politique qui conduit à une défiance croissante de la population vis à vis de la "classe politique", parce que la politique est elle aussi traitée comme une marchandise. À un certain niveau de représentation, les femmes et les hommes politiques doivent en effet rapidement acquérir les compétences et la disponibilité de professionnels pour intervenir sur la scène publique. Ils se trouvent alors entraînés et positionnés dans un système qui les nourrit, avec le risque de perdre un statut social en cas de non renouvellement de leur mandat. Ce qui n'a plus grand chose à voir avec la mission de défendre une aspiration collective. D'ailleurs, défendre en professionnel la même aspiration toute une vie n'est-il pas tout simplement un aveu d'impuissance?

Alors, comment faire? Tout d'abord, il n'est pas question d'abandonner le suffrage universel, sans doute la conquête majeure des peuples dans leur lutte contre l'aliénation, que tant de femmes et d'hommes ont payé et continuent de payer de leur vie. Même si Jean-Jacques Rousseau dénonçait déjà les pièges de ce qui allait devenir la démocratie représentative². Ensuite, il n'est pas question non plus de cultiver l'idée de l'inutilité des organisations politiques "toutes pourries", même si elles sont éminemment critiquables. L'expérience de la Commune de Paris avait montré l'importance d'une structure organisée, la Garde Nationale³, pour relayer et organiser le mouvement populaire dont on admire encore les capacités d'intervention et d'imagination collectives. Et force est de constater aujourd'hui que les révolutions arabes, une fois le dictateur chassé du pouvoir, peinent à déboucher sur la démocratie en l'absence de telles structures, qui ne pouvaient préexister du fait de la dictature.



L'Assemblée nationale

Dans nos sociétés occidentales, c'est en renforçant tous les maillons de la chaine démocratique que l'on peut espérer reprendre le pouvoir politique au pouvoir financier. Ne pas laisser le suffrage universel devenir seulement un alibi de démocratie en n'étant plus qu'un objet de marketing dans une société consumériste. Empêcher donc que la politique soit un métier en imposant le renouvellement rapide des élus et leur contrôle par les citoyens tout au long de leur mandature, suivant des règles institutionnelles. Favoriser l'intervention des citoyens dans tous les champs de la société, y compris dans les entreprises, publiques ou privées, en leur donnant les moyens d'acquérir les compétences nécessaires et le droit d'exercer leur citoyenneté. Faire de la politique doit redevenir une activité noble. Dans ces conditions, sans doute les citoyens feront émerger les meilleurs d'entre eux dans les formations politiques et pourront exiger d'eux la seule défense de l'intérêt général.

À la veille d'importants scrutins électoraux dans notre pays, alors que des choix de société majeurs sont discutés si on y prête attention en écartant la fumée médiatique, c'est donc le moment d'exiger du suffrage universel qu'il redevienne un véritable instrument de conquête populaire, mais à la condition de ne pas s'arrêter au lendemain de l'élection. La nécessaire délégation pour certains actes de la vie publique ne signifie pas une délégation permanente de notre propre responsabilité, qui doit toujours pouvoir se traduire dans l'action.

Bruno Bernardi, Le philosophe avait anticipé les pièges de ce qui allait devenir la "démocratie représentative", et Nicole Borvo Cohen-Seat, La auestion de la souveraineté du peuple et de son pouvoir d'intervention directe se vose toujours, l'Humanité des débats. 3, 4, 5/2/2012

Guy Evrard,

La démocratie

dans l'urgence,

GR 1121,

juin 2011,

numéro spécial

consacré à

La Démocratie.



Journée planétaire des indignés : les images de Paris.

Photo Sébastien Leban, dans Rue 89, le 16/10/2011



Le capitalisme possède ses arrière-cours où il peut organiser la production tout à son aise, dans des conditions impossibles à imposer dans les pays démocratiques qui disposent encore d'un droit du travail et de quelques forces syndicales.

À partir du dernier film ("Sur la planche" - 2011) de la réalisatrice marocaine Leïla Kilani, BERNARD BLAVETTE nous embarque pour un voyage dans l'envers du décor des pays exotiques qui font rêver les touristes, vers des lieux de domination impitoyable:

Zones franches

par Bernard BLAVETTE

ue générale sur le nouveau port de Tanger en cours d'achèvement. La caméra zoome sur l'arrière plan et dévoile un immense complexe entouré de murs et de barbelés, parsemé de structures "high tech" de verre et d'acier : la nouvelle zone franche qui doit employer 250.000 personnes d'ici 2015, et où Renault, jadis fleuron de notre industrie nationale, s'apprête à ouvrir la dernière née de ses usines délocalisées.

Ici tout est propre, moderne, très "nouveau millénaire", mais au delà des apparences se cache une formidable régression, un bond en arrière vers le XIXe siècle. Les grands porches d'entrée, que l'on ne peut franchir qu'au terme d'un contrôle très strict, évoquent un univers à la fois carcéral et militaire. Car la zone franche c'est le non droit absolu, ici «tu bosses et tu la boucles, ou tu te tires». Ce film de fiction est proche du documentaire, il montre dans le détail la vie des ouvrières d'une usine de conditionnement de crevettes. Ces très jeunes femmes, venues pour fuir la misère des campagnes ou des banlieues des grandes villes, sont au premier abord séduites par la modernité du lieu, qui semble comme le poste avancé d'une Europe mythique. Une embauche leur procure un travail stable, leur permet d'échapper à l'angoisse d'avoir à louer leur force de travail à la journée... Mais il faut être jeunes, endurcies, et en bonne santé pour résister jours après jours à l'usure des cadences. Les plus habiles peuvent toucher des salaires supérieurs à la moyenne du pays, ce qui leur permet d'accéder modestement aux délices de la consommation. Mais l'envie irrépressible de mordre à belles dents dans un gâteau qu'elles n'ont fait que goûter du bout des lèvres, associée à une révolte bien compréhensible face à la dureté des conditions de vie et de travail, conduit certaines de ces femmes vers la planche glissante de la délinquance. En l'absence de toute pensée et perspective politique, l'indignation plus ou moins consciente, la nécessité de la survie, poussent à la "débrouille" qui est aussi une forme de liber«Je ne vole pas : je me rembourse.
Je ne cambriole pas : je récupère.
Je ne trafique pas : je commerce.
Je ne me prostitue pas : je m'invite.
Je ne mens pas : je suis déjà ce que je serai.
Je suis juste en avance sur la vérité : la mienne.»
Badia, l'héroïne du film.

té, une revendication de leur identité de femmes face au mépris des hommes. À Tanger on parle de féminisation de la criminalité. Moitié ouvrières, moitié hors-la-loi, ces jeunes femmes se saisissent avec une vitalité incroyable de toutes les opportunités pour se livrer à toutes sortes de petits trafics et cambriolages. La prostitution est une occasion pour repérer les luxueuses villas de la bourgeoisie que l'on reviendra piller ensuite. Fierté de braver l'interdit, perspective de gains substantiels, vengeance contre les humiliations subies se mêlent inextricablement...

Avec cet exemple paradigmatique on voit comment les processus de domination déchirent le tissus social et engendrent inexorablement violence et chaos.

Mais la zone de Tanger n'est que l'une des 3.000 zones franches que l'on peut aujourd'hui recenser à travers le monde et sûrement pas la pire. Leur création remonte à 1964 sur une initiative du Conseil social et économique de l'ONU. Naïveté ou cynisme, il s'agissait officiellement de promouvoir le développement économique des pays pauvres en attirant industriels et investisseurs par des avantages substantiels : fiscalité réduite, droit du travail embryonnaire et salaires très bas, réglementation écologique inexistante. Le rêve de tous les chefs d'entreprises! On remarquera aussi l'euphémisation, habituelle en pareil cas, contenue dans la dénomination choisie¹. "Zone franche", cela résonne comme un lieu privilégié, un espace de liberté qui n'est pas soumis aux contraintes ordinaires, cela rappelle notre Moyen Age lorsque le roi ou un seigneur accordait des privilèges à une ville en récompense d'un service rendu et de sa fidélité. De là découlent les Villefranche qui jalonnent notre territoire. Mais la réalité est bien différente et ces zones sont vite devenues «ces lieux où de

nouveaux damnés de la terre offrent pour moins que rien leur force de travail aux industries occidentales délocalisées»². Ces entreprises se désintéressent de la fonction de production, une société comme Nike par exemple se consacre exclusivement aux tâches considérées comme «nobles» de conception et de promotion du produit. La fabrication est confiée au plus bas coût possible à des sous-traitants des pays pauvres. Peu importe alors le travail des enfants, les conditions sociales révoltantes, Nike n'est au courant de rien, c'est l'affaire du sous traitant.

Au XIXème siècle, au pays d'Autant en emporte le vent et de Scarlett O'Hara, à l'époque de l'esclavage officiel, chacun côtoyait régulièrement les «nègres» des plantations de coton, chose inconcevable aujourd'hui dans nos pays respectueux des droits de l'homme. Le plus simple consiste alors à repousser les esclaves à la périphérie, à l'abri des regards, comme l'on balaye subrepticement la poussière sous le tapis.

Les zones franches constituent l'une des composantes du triangle de la honte institué par le capitalisme pour maximiser les profits et mettre en échec les processus démocratiques : fabrication à bas coût dans les pays pauvres, transport à moindre frais sur des navires enregistrés sous des pavillons de complaisance que l'on peut assimiler à des zones franches ambulantes, transfert des capitaux vers les paradis fiscaux⁴.

Mexique, Bermudes, Sri Lanka, Brésil... la liste n'en finirait pas de tous ces pays de rêve pour touristes, qui abritent les bagnes que nous voulons ignorer. L'économiste et journaliste canadienne Naomi Klein a parcouru nombre d'entre eux, parfois au péril de sa vie face aux milices patronales et aux paramilitaires. Dans son livre *No logo – La tyrannie des marques*³ elle relate :

«Au Sri Lanka, en 1993, un ouvrier qui avait osé défier son entreprise fut enlevé et son corps retrouvé à demi calciné sur un tas de vieux pneus. Son conseiller juridique fut lui aussi assassiné⁵.

Au Honduras il n'est pas rare que l'on distribue des amphétamines aux travailleurs pour leur permettre de « tenir le coup » 48 heures d'affilé6.

Aux Philippines dans une usine fabriquant des vêtements pour GAP, GUESS et OLD NAVY les toilettes sont cadenassées sauf durant deux poses de 15 minutes. Les ouvrières sont parfois obligées d'uriner dans des sacs en plastiques sous leurs machines»7.

Il ne s'agit pas pour Naomi Klein d'entraîner ses lecteurs dans une sorte de voyeurisme malsain, mais bien de démonter des mécanismes qui n'ont pas de réelles justifications économiques, qui visent plutôt à humilier, à décourager toutes velléités de révoltes...

Il y a quelques mois, Arno Klarsfeld, fraîchement promu par le Président de la République Directeur de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration, justifiait à la radio la politique d'immigration de la France en déclarant «on ne les envoie tout de même pas à Auschwitz»8. Il est fort probable que certains n'hésiteront pas à tenir un raisonnement identique à propos des zones franches. Bien sûr, Tanger n'est pas un camp d'extermination, mais on mesurera toute l'inanité d'un propos qui semble considérer que tout ce qui n'atteint pas le comble de la barbarie est acceptable.

À partir du début des années 80 du XXème siècle, la domination par la dette et les Plans d'Ajustement Structurels a remplacé avantageusement les armées coloniales pour asservir de nouveau les pays pauvres qui étaient parvenus à se libérer. Ayant fait ses preuves, l'arme de la dette commence aujourd'hui à être utilisée contre les peuples des pays riches, en commençant par les plus fragiles d'entre eux. Ainsi la périphérie a souvent été utilisée comme laboratoire d'essais pour des mesures qui seront ensuite progressivement généralisées. Prenons garde de ne pas voir un jour prochain, dans le sillage des régressions sociales qui se profilent, en parallèle avec le retour des "camps"9, apparaître dans nos pays ces zones de non droit où la domination ne connaît plus de borne...

Lecteurs, lorsqu'un jour prochain vous dégusterez entre amis, dans une ambiance conviviale, un magnifique cocktail de crevettes, ayez une pensée «Le temps de l'ombre d'un souvenir // Le temps du souffle d'un soupir» 10 pour les petites ouvrières de Tanger et d'ailleurs, dont la lutte acharnée pour la survie fonde notre propre prospérité.

Références :

- 1. On mettra en parallèle le terme de Paradis fiscal.
- 2. Offshore Paradis fiscaux et souveraineté criminelle par Alain Denault éd. La fabrique p. 67.
- 3. éd. Babel / Actes Sud (2002).
- 4. Voir l'ouvrage cité en 2 et pour un résumé : Bernard Blavette «*Paradis très spéciaux*» *GR* 1112 (Août / Septembre 2010).
- 5. No Logo p. 332.
- 6. No Logo p. 333.
- 7. No Logo p. 326.
- 8. Cité par l'historien de la psychologie Bernard Méheust dans son dernier ouvrage provocateur et stimulant *La nostalgie de l'Occupation* éd Les empêcheurs de penser en rond La Découverte (2012).

Ceci met en relief le sombre cynisme de Sarkozy qui n'hésite pas à utiliser le fils de Serge et Beate Klarsfeld pour justifier sa honteuse politique d'immigration.

- 9. Il s'agit des Centres de rétention administrative réservés pour l'instant aux étrangers en situation irrégulière.
- 10. Jacques Brel, Pourquoi ont-ils tué Jaurès?

Individu et société

par François CHATEL

ans les propositions de l'économie distributive, le revenu de consommation distribué n'est pas la contrepartie d'un travail. Ce don, fait à chaque citoyen pour qu'il puisse accéder aux biens et services produits, est propre à un système de réciprocité. En ce sens, il est comparable au don/contre-don existant naturellement dans de nombreuses sociétés primitives et qui furent étudiées par le sociologue Marcel Mauss (1872 - 1950) dans son célèbre Essai sur le don publié en 1925 (voir GR 1125).

Un tel système peut-il s'appliquer aux sociétés modernes et se traduire par un engagement volontaire des citoyens, garantissant ainsi la production nécessaire à satisfaire les besoins de la société?

Il se heurte à de vieilles croyances, qui ont parfois la peau dure, et qui peuvent entraver une réforme nécessaire. Même si les portes s'ouvrent, le plus difficile est souvent de les franchir.

SÉPARER TRAVAIL ET REVENU

L'assurance d'un revenu universel soulève des réticences qui viennent de l'idée selon laquelle l'individu est tellement cupide, individualiste et intéressé, que, sans obligation ou chantage, il profiterait des autres mais refuserait de participer à la bonne marche de la société.

Ces préjugés, qui perturbent la confiance nécessaire pour instaurer une autre civilisation, sont issus de conceptions religieuses et idéologiques reliant inexorablement l'individu au mal, et qui sont aujourd'hui caduques.

Dans ses colonnes (*GR* 1118, 1125 et 1126), *La Grande Relève* s'est employée à dénoncer cette idée fausse d'une prétendue "nature humaine", qui serait faite de cupidité, d'agressivité et d'égoïsme, empêchant toute possibilité d'évolution hors du capitalisme. De nouvelles approches sociologiques, notamment l'étude des sociétés primitives basées sur l'esprit du don, montrent que l'humain est, au contraire, un être social, porté vers l'altruisme, qui se développe grâce aux autres.

Mais déjà Adam Smith, qui est considéré comme le père du capitalisme, s'employait pourtant à réfuter la conception d'un égoïsme généralisé : «Aussi égoïste que l'homme puisse être supposé, il y a évidemment certains principes dans sa nature qui le conduisent à s'intéresser à la fortune des autres et qui lui rendent nécessaire leur bonheur, quoiqu'il n'en retire rien d'autre que le plaisir de les voir heureux»¹ écrivait-il dans sa Théorie des sentiments moraux. Plus tard Charles Darwin, que l'on considère à

tort comme le théoricien de la lutte de tous contre

tous, publie en 1871 *La descendance de l'homme*, ouvrage (sciemment ?) bien oublié, dans lequel il précise que l'évolution va se transformer au cours du temps jusqu'à faire naître des instincts sociaux (l'éthique et la morale), le plus "apte" devenant alors le plus coopératif.

La guerre de tous contre tous, élevée en institution par les économistes libéraux, est une hérésie, c'est une interprétation simpliste de l'évolution particulière du monde occidental. Débarrassons nous de ce carcan malsain qui met en danger l'humanité.

UNE SOCIÉTÉ CONVIVIALE

La mise en place d'un système basé sur la réciprocité du don/contre-don permettrait une société vraiment conviviale. Ivan Illich encourageait cette initiative en ces termes : «À la menace d'une apocalypse technocratique, j'oppose la vision d'une société conviviale. La société conviviale reposera sur des contrats sociaux qui garantissent à chacun l'accès le plus large et le plus libre aux outils de la communauté, à la seule condition de ne pas léser l'égale liberté d'accès d'autrui»². Et Dominique Temple voit dans la réciprocité une valeur humaine fondamentale : «Une autre démarche est possible : distinguer le primitif du primordial et montrer que si les structures de réciprocité d'origine sont naturellement primitives, le principe de réciprocité n'en demeure pas moins partout à l'origine des valeurs humaines fondamentales. En donnant, on reçoit l'être. On acquiert du soi en donnant du moi»3.

L'APRÈS-SALARIAT

Pour répartir les biens produits, une société qui renoue avec le principe de réciprocité ne peut pas maintenir le salariat : il comporte assez de perversions insoutenables pour le condamner, au même titre que l'esclavage. Dans la société capitaliste, qui est à la fois productiviste et matérialiste, le travail-emploi est la voie unique pour être parmi les consommateurs, c'est le seul accès au "bonheur"! Avoir droit à un statut social est conditionné par l'obtention d'un salaire, c'est la malédiction: «tu gagneras ta vie à la sueur de ton front!»... N'empêche qu'une partie de ce travail, non rétribuée, participe au profit des détenteurs du capital.

L'idée maîtresse qui guide le capitalisme est que toute production doit être vendue afin d'en tirer un profit. Le travail y est donc considéré comme une marchandise, dont la valeur fluctue suivant l'offre et la demande. Cette notion de profit, cette exploitation de la force de travail des uns dans l'intérêt d'autres, ne peut pas s'intégrer dans un système de réciprocité, qui s'appuie, au contraire, sur la liberté et sur l'équité.

Ivan Illich,
Tools of conviviality:
éd.du Seuil,

D.Temple,
L'économie humaine
dans la revue
M.A.U.S.S. N°10,
2° semestre 1997,
Paris,
éd. La Découverte.

A.Smith, Théorie des sentiments moraux, Section I, chapitre 1

LE TEMPS HUMAIN

N'EST PAS UNE MARCHANDISE

Autre perversion, et de taille, le capitalisme prétend que la vie d'une personne, son temps consacré au travail, possède une valeur d'échange. Comptabiliser le temps de travail comme un coût ajouté à celui de la matière première, et l'intégrer comme partie de la valeur de l'objet, est un abus. Même si le travail apporte de la valeur à un objet ou à un service, avec quel étalon prétend-on la comparer à une fraction de temps humain ? Comment comparer une heure de vie humaine à un symbole comme la monnaie, qui est l'étalon utilisé pour établir la valeur marchande d'un bien? Et même si cette monnaie était encore gagée sur l'or, ce ne serait qu'un morceau de métal, si précieux soit-il.

Depuis plusieurs siècles, le capitalisme se nourrit de cet abus, qui dévoile pourtant une odieuse exploitation, dans l'intérêt de quelques privilégiés. Comble d'imposture, comment peut-on affirmer que le temps de vie d'un individu vaut plus ou moins que celui d'un autre ? N'est-ce pas parce que celui-ci sert plus ou moins certains intérêts particuliers que l'autre ?

Dans une société conviviale, faisant largement appel à la réciprocité, le travail humain ne peut pas être comptabilisé dans la valeur attribuée à une marchandise. Le travail doit être liberté. Il n'est pas mesurable. Il contribue à la création ou à l'amélioration d'un objet, mais il est un don, il est gratuit.

La valeur marchande d'un objet doit dépendre de sa rareté, de la quantité de matières premières et d'énergie externe qu'il a fallu pour le produire, et de l'impact de cette production sur l'environnement.

RESPONSABILISER

La suppression du salariat rend chacun responsable de sa participation à l'œuvre sociale, et en même temps, elle rend la société responsable de la qualité de sa sollicitation à s'associer aux projets communs.

Même s'il se justifie d'un point de vue éthique, ce divorce entre travail et salaire, ou plutôt entre activité civique et revenu, est-il raisonnable ? Comment garantir la participation d'un individu, s'assurer de son engagement pour la bonne marche de la société ? «Le droit à la redistribution des biens nécessaires à la vie, par exemple sous la forme d'un revenu universel d'existence, rencontre encore des résistances idéologique et philosophique : c'est le fantasme des masses vouées à l'oisiveté et au vice !» remarque Mireille Chabal, qui poursuit : «Plus sérieusement on se demande comment les individus donneront du sens à leur activité. Au fond, comment réinventer la nécessité du travail, si la nécessité vitale ne nous tenaille plus ?» Elle se fait le porteparole de nombreux penseurs : «la nécessité inhérente au travail n'est pas celle du besoin biologique, mais celle de besoins psychiques, celle de créer du sens,

de se sentir utile aux autres. On peut dire en raccourci : la nécessité de l'autre». Et elle ajoute : «Nous cherchons dans le travail un vrai plaisir, une satisfaction, une reconnaissance sociale, nous cherchons dans le travail une justification du sens à donner à notre vie. Nous avons besoin de nous sentir utile pour les autres et de nous sentir justifié à nos propres yeux. Il y a donc beaucoup d'hypocrisie à vouloir justifier le travail pour des motifs purement économiques. Les vraies raisons sont bien plus profondes. Chacun travaille pour l'estime de soi. Il ne s'agit donc pas seulement de chercher à gagner sa vie tout en la perdant, ce que font hélas la plupart des gens, en ne voyant de justification du travail qu'économique. Il s'agit plutôt de gagner sa vie, tout en gagnant la Vie. La nécessité qui pousse l'homme à travailler, c'est la nécessité de s'accomplir en tant qu'être humain. Le travail, comme toute autre activité, est une forme d'expansion de la conscience, une jouissance et conquête de soi.»4

La distribution d'un revenu universel permet à chacun d'accéder aux biens générés grâce à la participation de tous et à une organisation capable de renvoyer les signes de reconnaissance et de gratification. L'individu se réapproprie son travail pour l'offrir librement, il le donne, il ne lui est plus arraché ou volé. Il reçoit de la société un bien-être à la fois matériel et psychologique, et réciproquement, la communauté se trouve redevable envers chacun de ses membres, donateurs. L'engagement individuel va donc dépendre de la qualité de cet échange, ce don/contre-don qui va permettre le développement et la maturation de chacun, tout comme celui de la société, reflet des aspirations de tous. «Plus que l'activité de production elle-même, la valeur du travail c'est d'abord la reconnaissance sociale de son utilité, et donc de la dette de la société à notre égard, matérialisée en général par une rétribution monétaire correspondant à une part de la richesse sociale. La valeur du travail, c'est d'abord la valeur donnée au travail.»5

LIBERTÉ ET RECONNAISSANCE BESOINS FONDAMENTAUX

Les philosophes s'accordent pour dire que les besoins fondamentaux de l'homme, ceux qui définissent son humanité, sont la liberté et la reconnaissance. La liberté, davantage sentiment que loi naturelle, est nécessaire à la dignité, au besoin d'autonomie et est essentielle au bien-être psychologique. La reconnaissance indique le niveau d'intégration et le statut au sein du groupe social. La liberté peut se manifester soit par le refus de faire partie de la société, ce qui reste humainement impossible en dehors du suicide, soit par le don de sa personne, du temps de sa vie que l'individu offre avec la conscience d'œuvrer au bénéfice de tous les membres du groupe. Pour un individu, le libre choix de son activité, élément de sa motivation, va lui permettre d'expriMireille Chabal:
Qu'est-ce que le
travail humain?
in Bulletin
interactif du
Centre International
de recherches
et études
transdisciplianires,
N*13, mai 1998.

Jean Zin
Le travail
autrement,
revue EcoRev',
N°28, 2007.

6 Ryan & Deci,
"La théorie de l'auto détermination"
2002.

Travail et changement
Revue bimestrielle du réseau
Anact pour l'amélioration des conditions de travail.
N°317, 2008.

Dejours, 1993; Bourcier & Palobart, 1997; Hivon, 1996; Siegrist, 1996; Sauderson, 2004; Brun et Dugas, 2005.

Alain Lecanu, secrétaire national de la confédération française de l'encadrement.

Ce témoignage est celui de Axel Honneth, successeur de Jürgen Habermas comme chef de file de l'école de Francfort. Propos recueillis par A. Laignel-Lavastine et parus dans Philosophie Mag N°5 décembre 2006.

11 http:// www. maslow.com mer ses capacités personnelles, son ambition pour soi, et se trouver corrélé avec l'attente de reconnaissance, par les fonctions sociales accordées et par la confirmation, par le groupe, de ses capacités et de ses compétences. «L'individu [a] besoin de se sentir responsable de l'initiative de ses actions et de se percevoir à l'origine de ses propres comportements»6.

Laissons parler quelques experts sur l'importance de la reconnaissance, clé de la motivation individuelle, réponse au don de soi, complément obligatoire à la liberté d'engagement personnel : «Si la reconnaissance a une telle incidence sur l'engagement dans le travail, c'est qu'elle n'est pas une simple politesse que l'on fait aux gens: c'est un besoin vital. Elle ne concerne rien de moins que la confiance en soi, le respect et l'estime de soi. Autant dire ce qui constitue un être humain et lui permet d'agir.»⁷

De nombreux chercheurs⁸ s'accordent sur le caractère positif de la reconnaissance en tant que vecteur de l'identité, source de motivation, de satisfaction et de sens au travail. La reconnaissance opère comme un agent de développement des personnes et comme un facteur dynamique dans les relations interpersonnelles. Elle est également un pivot de la santé mentale et une source de mobilisation et d'engagement organisationnel : «Il existe des signes de reconnaissance communément acceptés : l'autonomie, la responsabilité, l'accès à la formation et à l'information, les possibilités d'évolution dans l'emploi, les relations avec la hiérarchie et avec ses pairs, la qualité de l'environnement (ergonomie du poste de travail, clarté du lieu de travail, bureau personnel), la possibilité de transmettre son savoir en tant qu'être humain, nous avons besoin du regard et des paroles des autres. C'est bien le sentiment d'appartenance à un groupe et celui d'utilité qui sont importants. La véritable solidarité naît le plus souvent de tels paramètres et dans une entreprise, cela conduit à la performance individuelle et collective. Le travail reste un élément essentiel de la reconnaissance socia-

Autre témoignage: «je distingue trois sphères de reconnaissance, auxquelles correspondent trois types de relations à soi. La première est la sphère de l'amour qui touche aux liens affectifs unissant une personne à un groupe restreint. Seule la solidité et la réciprocité de ces liens confèrent à l'individu cette confiance en soi sans laquelle il ne pourra participer avec assurance à la vie publique.

La deuxième sphère est juridico-politique: c'est parce qu'un individu est reconnu comme un sujet universel, porteur de droits et de devoirs, qu'il peut comprendre ses actes comme une manifestation – respectée par tous – de sa propre autonomie. En cela, la reconnaissance juridique se montre indispensable à l'acquisition du respect de soi.

Mais ce n'est pas tout. Pour parvenir à établir une relation ininterrompue avec eux-mêmes, les humains doivent encore jouir d'une considération sociale leur permettant de se rapporter positivement à leurs qualités particulières, à leurs capacités concrètes ou à certaines valeurs dérivant de leur identité culturelle. Cette troisième sphère – celle de l'estime sociale – est indispensable à l'acquisition de l'estime de soi, ce qu'on appelle le "sentiment de sa propre valeur"».10 La consultation de la pyramide des besoins de A.Maslow (cette fameuse pyramide qui décrit les racines de la motivation chez les êtres humains) indique ceci : après le besoin physiologique et le besoin de sécurité (dont une partie peut être assurée par le revenu garanti) figure le besoin d'appartenance et de reconnaissance sociale. Le travail est par excellence le vecteur de cette appartenance et de cette reconnaissance sociale. Par la reconnaissance au travail, les collaborateurs développent davantage le sentiment qu'ils appartiennent à un groupe, à une équipe, à une entreprise. Suivent les besoins d'estime (de soi et des autres) et d'accomplissement personnel. Nous avons tous besoins de nous réaliser, de nous valoriser (à nos propres yeux et aux yeux des autres). Le travail fournit la possibilité de répondre à ces besoins dès lors qu'il se fait dans un contexte où les conditions le permettent. Ainsi, les relations entre collègues, avec la hiérarchie, la capacité du management à encourager, à féliciter, à tirer vers le haut sont des éléments indispensables à la satisfaction de ces besoins : «Le travailleur qui

s'equemment.»¹¹ «Ce serait sans aucun doute une véritable révolution, mais bien nécessaire, d'encourager le travail autonome en lui fournissant un cadre collectif et coopératif avec un revenu garanti pour tous ![...] Le revenu garanti se trouve au nœud de cette révolution des droits sociaux à l'ère de l'information, de l'écologie et du développement humain. Il est à la base de nouveaux droits individuels permettant de retrouver un avenir et une nouvelle dignité, de baisser la pression économique et de se réapproprier sa vie en passant d'un travail forcé au travail choisi. Il matérialise le refus de laisser des hommes dans la misère et la volonté d'une nouvelle convivialité dans les rapports humains, en même temps qu'il procure les moyens de la création immatérielle et d'une sortie du productivisme, base d'une production alternative plus écologique.»5

reçoit de la reconnaissance est en mesure de percevoir un équilibre entre les efforts qu'il dispen-

se au travail et les bénéfices qu'il en retire sub-

LE CONTRAT CIVIQUE

Comme l'a montré Henri Laborit dans *La nouvelle grille*, le maintien de l'entreprise individuelle et des hiérarchies de fonctions <u>professionnelles</u> (et non de valeurs, comme aujourd'hui) garantit la liberté, la gratification et la reconnaissance indispensables à l'équilibre et au bien-être de chacun. Avec les contrats civiques que proposent les distributistes, le profit et la réussite ne sont plus la

richesse <u>financière</u> créatrice d'inégalités, mais au contraire la gratification, la reconnaissance et la renommée.

Dans le domaine de l'Avoir, la libre participation individuelle à la production des biens et services est un don, et le revenu universel garanti est le contre-don. Dans le domaine de l'Être, la créativité, l'apport intellectuel, les savoir-faire particuliers s'entendent comme dons au développement culturel de la société et l'instruction, l'autonomie, l'expression de la reconnaissance, l'application des hiérarchies de fonctions en sont le contre-don.

Ce que propose l'économie distributive, c'est donc bien une société basée sur la réciprocité et la convivialité: le revenu garanti, la monnaie non circulante et le contrat civique mettent à la disposition de ceux qui s'engagent librement dans une activité, les moyens nécessaires pour l'exercer.

Le revenu garanti n'est donc pas tout, il est nécessaire à la sortie du salariat, mais il n'est pas suffisant parce qu'un être humain a besoin de reconnaissance sociale et de valorisation de ses compétences. Le revenu garanti n'est pas destiné à «payer les gens à ne rien faire» mais à leur donner plus d'autonomie dans le choix de leur activité.

Alors qu'aujourd'hui les emplois sont imposés par la société dans un but productiviste, c'est la liberté et l'autonomie individuelle qui deviennent primordiales si la convivialité devient la base de la société.

Pouvoir choisir son activité civique, choisir le contenu du don de son temps à la société, voilà qui assure l'attachement de l'individu à celle-ci.

Et si une profession, évidemment utile, se voit exercée d'une manière soit surabondante soit au contraire insuffisante, l'équilibre souhaitable entre besoins émis par la société et vocations individuelles, s'établira en jouant non plus sur l'appât d'un gain financier, mais sur les besoins de reconnaissance et de gratification. Cela se fera au moment de l'engagement (ou du renouvellement) d'un contrat civique, puisque pour recevoir les moyens d'exercer l'activité choisie, il sera tenu compte de la reconnaissance des compétences et de la promotion proposée dans la hiérarchie de fonctions, etc.

LE NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

Le système distributif est le plus capable de créer la solidarité et l'intelligence, qui à leur tour produisent les richesses, matérielles et immatérielles.

Celui qui reçoit de la société se doit de lui donner à son tour, mais en aucun cas il n'y est forcé. C'est librement qu'il donne à la société son travail, celui qu'il est seul à pouvoir faire.

Il s'agit d'un nouveau contrat social, d'un contrat qui n'est plus fondé sur l'échange, mais sur la réciprocité, ou, selon l'expression de Mireille Chabal⁴, un «contrat au-delà du contrat».

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an) RÈGLEMENTS: soutien:+14euros par an par exemplaire en plus chaque mois) à l'ordre de La Grande Relève 88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France par chèque bancaire, Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 : ou par CCP: N° de compte 1340239M020 Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux)27,80 euros. références internationales depuis octobre 2007: Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse)27,15 euros. IBAN: FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016 Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P-, M-Orient) 27,50 euros. **BIC: PSSTFRPPPAR**

La date d'échéance d'un abonnement est inscrite sur l'étiquette d'envoi du journal, sous l'adresse de l'abonné. Merci d'en tenir compte pour nous épargner l'envoi d'une lettre d'appel à réabonnement.

| Je m'abonne à exemplaire(s) de La $Grande$ $Relève$ à partir du N° Voici comment rédiger mon adresse, selon les normes imposées par La $Poste$: | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Prénom, NOM immeuble N° et voie code postal et commune | |
| Je commande les ouvrages suivants : | |
| par chèque | euros |
| date | signature |



CE QUE NOUS PROPOSONS:

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, la monnaie actuelle doit être remplacée par une monnaie qui ne circule pas, pour qu'on ne puisse pas la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive" est donc un pouvoir d'achat, qui laisse au consommateur la liberté de ses choix, et qui s'annule quand on l'utilise (comme un timbre ou un ticket de transport).

Monnaie et production sont créées et utilisées au même rythme : ce sont deux flux qui peuvent être équilibrés.

De la masse monétaire correspondant à la production d'une période donnée, une part est consacrée aux services publics, ni impôts ni taxes ne sont donc plus nécessaires, une autre part assure la production future, et le reste permet de garantir à tous les citoyens un revenu à vie.

C'est alors le débat politique qui démocratiquement décide ce qui sera produit et dans quelles conditions ; l'intérêt général prime sur l'intérêt particulier ; les élus sont des citoyens comme les autres.

SUGGESTIONS DE LECTURES

• JACQUES DUBOIN

Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

• ET SI ON CHANGEAIT ?

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

• LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.

Un roman de M-L DUBOIN, qui explique, à l'aide d'exemples, les mécanismes de l'économie distributive et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société (16,70 euros).

• MAIS OÙ VA L'ARGENT ?

par Marie-Louise Duboin, l'étude de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.

(édition du Sextant, 240 pages, 14,90 euros).



- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:
- UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN le texte d'une conférence d'André Prime.

(Tous les prix indiqués sont franco de port).

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages: Marie-Louise DUBOIN

Rédaction: les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture

et ne sont pas retournés.

Graphisme: Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé à Toulouse par Scop Imprimerie 34

Adresse postale: 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures: 01 30 71 58 04

Adresse électronique: grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet: http://economiedistributive.free.fr